

# Donald Trump en guerre contre les médias : nous sommes tous concernés

"Les journalistes sont les gens les plus malhonnêtes sur terre" a déclaré le président américain au lendemain de son élection. Une manière de délégitimer la presse et d'entraver son rôle de contre-pouvoir. Mais il ne s'agit pas d'un phénomène purement américain...

Un lointain prédécesseur de Donald Trump à la Maison-Blanche, Thomas Jefferson, troisième président des Etats-Unis, a écrit cette phrase, souvent citée, et qui ne cesse d'étonner :

"Je préférerais vivre dans un pays qui ait des journaux et pas de gouvernement plutôt que dans un pays qui ait un gouvernement et pas de journaux."

Jefferson était en voyage à Paris quand il écrivit ces lignes, à un moment bien particulier : il voyageait en Europe en 1787-1788, à la veille de la Révolution française. Et ses observations sur les sociétés despotiques et lourdement inégalitaires de l'époque sont pleines d'enseignements.

## "Fake news"

Deux cent trente ans plus tard, Donald Trump, devenu le 45e président des Etats-Unis, tweete que les "fake news medias", les médias qui produisent des "fausses informations", visant nommément le "New York Times" et les principales chaînes de télévision américaines, NBC, CBS, ABC et CNN, "sont les ennemis du peuple américain".



**Donald J. Trump**  
@realDonaldTrump

Suivre

The FAKE NEWS media (failing @nytimes, @NBCNews, @ABC, @CBS, @CNN) is not my enemy, it is the enemy of the American People!

22:48 - 17 Févr 2017

47 863 150 025

Quel contraste entre ces deux phrases ! Que s'est-il passé pour qu'un président américain conçoive ainsi une telle hostilité envers les médias, au point qu'un de ses rivaux républicains, le sénateur et ancien candidat à la présidence John McCain fasse ce commentaire assassin :

■ "C'est comme cela que naissent les dictatures".

Le rapport confus du président américain aux faits et à la vérité a été suffisamment documenté pendant la campagne électorale puis, à plusieurs reprises, au cours de son premier mois à la Maison-Blanche (un mois seulement...). Dernier exemple baroque, cette histoire d'attentat en Suède qui n'a jamais existé.

Rappel des faits : gros consommateur de télé, le président voit sur Fox News, la chaîne hautement contestable de Rupert Murdoch qui n'appartient pas selon Donald Trump à la liste des "ennemis du peuple américain", un documentaire à charge sur la montée de la criminalité en Suède, pays qui a accueilli un grand nombre de réfugiés depuis deux ans.

Le lendemain, face à ses électeurs, le président évoque "ce qui s'est passé hier soir en Suède", et il ajoute même "oui, en Suède, qui l'eût cru ?"... Le problème est qu'il ne s'est rien passé la veille au soir en Suède, comme s'en sont amusés les internautes suédois, suscitant même une démarche diplomatique de Stockholm.

## **Incohérence**

Mais l'exemple est révélateur de la stratégie – et pas seulement de l'incohérence – de Donald Trump depuis le premier jour. Dès le lendemain de son intronisation, il rend visite à la CIA et y déclare que "les journalistes sont les gens les plus malhonnêtes sur terre"... Une manière de délégitimer la presse et d'entraver son rôle de "contre-pouvoir" non institutionnel dans le système démocratique américain – et dans toutes les démocraties libérales du monde.

Les journalistes manquent de s'étrangler, ainsi qu'une partie de l'opinion attachée à la nécessité des "check and balances", l'équilibre des pouvoirs, prévu par les pères fondateurs des Etats-Unis. Mais une autre partie de l'opinion, celle qui a voté Trump et lui reste fidèle dans la tourmente, applaudit et se réjouit.

Ce clivage profond se retrouve à chaque instant : quand l'Amérique libérale pleure et souffre, l'Amérique "trumpienne" prend sa revanche, même si c'est au prix de fouler aux pieds certaines valeurs cardinales de la société américaine.

## **Guerre culturelle**

Cette guerre culturelle profonde n'est pas nouvelle, mais elle a pris une autre ampleur depuis que la Maison-Blanche a "basculé" et est devenue le quartier général des "illibéraux", hostiles à tout contre-pouvoir, médiatique ou judiciaire.

Le fossé ne cesse de se creuser : le "New York Times", cible privilégiée du président et de son clan, engrange des records d'abonnements de citoyens soucieux de préserver un espace d'information professionnel et de qualité, mais la Maison-Blanche favorise l'essor de plateformes conservatrices et à l'éthique discutable, comme le site Breitbart News autrefois dirigé par Steve Bannon, devenu conseiller spécial du président, ou The Gateway Pundit, un blog conservateur à l'origine de nombreuses rumeurs contre Hillary Clinton, et qui vient de recevoir l'accréditation de la Maison-Blanche.

Ce sont deux Amériques qui s'opposent, qui ne s'informent plus aux mêmes sources, et n'ont donc plus accès aux mêmes "faits" pour établir leur opinion ou juger de l'action du gouvernement.

## **En France et en Europe aussi**

Il ne s'agit pas d'un phénomène purement américain. Dans l'ensemble des sociétés occidentales, le rapport des citoyens aux médias s'est dégradé. Aux Etats-Unis comme en France ou dans la majeure partie de l'Europe, toutes les études d'opinion depuis trente ans illustrent cette dégradation de la crédibilité des médias, progressivement assimilés à l'élite politico-administrative décriée.

Donald Trump et les populistes européens surfent donc sur un terrain favorable à la délégitimation des contre-pouvoirs, peut-être justement parce que ces contre-pouvoirs n'ont pas été à la hauteur, n'ont pas suffisamment joué ce rôle face à la montée des inégalités, à la place prise par la finance, aux bouleversements économiques et sociaux des dernières décennies.

L'essor d'internet a évidemment favorisé ce phénomène en retirant aux médias traditionnels leur monopole de la parole. Mais là où l'utopie numérique laissait espérer une plus grande démocratisation, un pluralisme accru et salutaire, a surgi la confusion, le brouillage des messages, et pire, la manipulation en bandes organisées.

Une bataille a assurément été perdue, mais pas nécessairement la "guerre de l'information".

En accusant le "New York Times", étendard de la presse traditionnelle, d'être lui-même un média de "fake news", Donald Trump prive ce journal du droit de dire ce qui est un "fait" : si les "fact-checkers", les vérificateurs de faits, sont eux-mêmes des "menteurs", il n'y a plus d'arbitre, plus de référence absolue.

## **Des médias vigoureux**

C'est cette confusion que créent Donald Trump et ceux qui, à l'instar de François Fillon en France, pour se sortir de la nasse du "Penelopegate", le suivent sur cette voie de la guerre à la presse.

Les conséquences sont lourdes :

- Dans les sociétés démocratiques, cette confusion ne bénéficie qu'à ceux qui utilisent la perte de repères pour faire avancer leur agenda anti-démocratique ;
- Dans les régimes autoritaires, elle exonère des dirigeants qui se disent qu'ils peuvent désormais s'en prendre sans complexe à la liberté de l'information puisque l'exemple vient désormais d'Amérique... Et ils le font sans gants.

Les médias ne peuvent se contenter de se comporter en victimes d'une injuste vindicte du pouvoir : il leur appartient de reconquérir la confiance perdue d'une bonne partie des citoyens des deux côtés de l'Atlantique. Cela passe par des médias vigoureux, ce qui est rendu plus difficile par la baisse de leurs moyens en cette période de crise et de profonde mutation.

Cela ne concerne pas que les journalistes, mais tous les citoyens soucieux de préserver non pas un système économique et social injuste, mais un espace de liberté et surtout de libre choix fondé sur des informations vérifiées et pas sur des rumeurs.

L'information est une chose trop sérieuse, trop nécessaire pour le fonctionnement démocratique, pour être laissée aux seuls journalistes ; mais elle ne saurait non plus se faire sans eux comme le montre le contre-exemple offert par Donald Trump et son univers biaisé de mensonge et de manipulation.

## **Pierre Haski**